



Conférence de clôture et de synthèse Temporelles-Rennes-Nov. 2021



Bruno Villalba est professeur de science politique à AgroParisTech et membre du laboratoire Printemps (CNRS UMR 8085). Il dirige le master Gouvernance de la transition écologie et société, Paris-Saclay/AgroParisTech. Ses recherches portent sur la théorie politique environnementale, notamment à partir d'une analyse de la capacité du système démocratique à reformuler son projet à partir des contraintes environnementales. Il a rédigé ou coécrit une dizaine d'ouvrages (*Les collapsologues et leurs ennemis*, Le Pommier, 2021 ; avec R. Botte, *La figure du paysan. La ferme, l'Amap et la politique*, Bordeaux, Edition Le Bord de l'eau, 2021 et avec V. Mascret, *Vers une plongée durable éco-responsable*, Ed. Ancre de marine, coll. Aventure, 2020....)

Conclusions provisoires des journées

«... pour parvenir [à un maintien à 2°C], **il est impératif de déjà faire quelque chose entre 2015 et 2020. Après, il sera trop tard.** Car nous nous dirigeons en 2020 vers un niveau d'émission de 20% supérieur à celui qu'il nous faudrait avoir. (...) Mais je crains que l'ambition ne soit pas au rendez-vous, avec dans dix ou quinze ans une vraie panique **car alors il sera trop tard** pour respecter cet objectif 2°C. » (Jouzel, 2014 : 31) Et de conclure : « **il faut agir dès maintenant.** » (Jean Jouzel, 2014 : 40).

Commençons cette conclusion par remercier les organisatrices et organisateurs, les services techniques, les comédiens, ainsi que l'animation rigoureuse.

L'objectif de ces rencontres était de travailler sur une conciliation contradictoire : comment, dans le même mouvement, à la fois accélérer et ralentir ? D'autant plus que le principal ressort de cette conciliation est la relation d'égalité entre les individus, qui valorise la question des conditions dignes de vie.



Edmond Hervé lors de son intervention

Ce qui n'est déjà pas simple et pas nouveau, comme l'a rappelé **Edmond Hervé**. Dans cette optique, la vision du temps de l'égalité est perçue comme une situation qu'on va pouvoir négocier continuellement.

Mais la conciliation est encore plus compliquée lorsqu'on la contextualise au regard de la situation écologique catastrophique. Le temps disponible se trouve ainsi brutalement réduit : on passe de la continuité au délai. La question de l'accélération et du ralentissement prend alors une autre dimension dès lors que l'on considère que nous n'avons plus autant de temps que nous l'envisagions pour régler les principaux problèmes sociaux et écologiques.

Nous nous trouvons donc dans une phase complexe où il nous faut concilier cette recherche d'égalité et de respect des limites planétaires. Or, historiquement, nous héritons d'une vision du temps dé耦lée de ses conséquences environnementales (la recherche d'une égalité matérielle indépendante de ses effets écologiques) ; en *amont* (utilisation des ressources) et en *aval* (sur la biodiversité). « Nous sommes *passés du monde de la nature à celui de l'histoire* (selon les termes des politistes Donegani, Sadoun, 2007).



De plus, nous avons construit un régime politique (la démocratie) qui tend vers la construction matérielle de cette égalité : l'extension des droits, le droit d'avoir des droits (le vote, le travail, l'éducation, la santé, la mobilité...). Historiquement, la démocratie se conçoit et se construit comme le régime qui réalise la capacité d'avoir des choix : le choix d'avoir le choix pour chacun !

Jusque-là le temps était mesuré pour notre seul bénéfice : la recherche du bien-être matériel et moral pour chacun. D'où l'importance des réflexions consacrées à la question de la mobilité, du travail, etc., toutes ces dimensions qui permettaient de développer cette recherche du bonheur. Tout cela était entretenu par un imaginaire de la transformation permanente, notamment avec l'accélération des innovations techniques qui produiront nécessairement des effets positifs... Mais c'était un temps exclusivement anthropocentré (qui concerne les seuls hommes) et androcentré (construit essentiellement par les représentations du genre masculin).

« *Jusque-là* » nous avions encore du temps... Mais, désormais (« *Bientôt, il sera trop tard* » comme le rappellent **Jean Jouzel** en 2014, ou les 15 000 scientifiques dans le Monde du 17 novembre 2017, ou encore les récentes conclusions du Giec), nous devons confronter ce temps avec l'accélération des basculements écologiques (dérèglement climatique, effondrement de la biodiversité, artificialisation des sols, acidification des océans...) et l'amplification des risques techniques (Tchernobyl, Fukushima...). Nous devons faire face à un temps de l'urgence.

Nous avons donc travaillé pendant ces journées sur les façons de rendre visible certaines dimensions de cette interaction entre temps sociaux et temps écologiques. Il a ainsi été

question des effets multiples de nos modes de vie sur le vivant et l'environnement (vitesse, travail, consommation, etc.). Il faut d'emblée souligner un point très positif, qui a été d'attirer notre attention sur les effets rebonds¹ des innovations techniques (**Gerrit von Jork, Olivier Ridoux**). C'est une manière d'insister sur le fait que nos actes ont des conséquences, et que cela engage la responsabilité de toutes et tous : le changement climatique est le résultat de l'action de tous les terriens, même si les responsabilités sont inégales (les riches plus que les pauvres).

Pourtant, face à ce constant, les habitudes pour concevoir le problème et proposer des solutions ont la vie dure ! En effet, ces journées témoignent que même si nous prenons en compte cette évolution climatique, nous avons tendance à revenir constamment sur certaines priorités pour comprendre et expliquer l'accélération ou le ralentissement.

Ainsi, la primauté de la relation entre les humains demeure une structure explicative centrale : la question fondamentale des inégalités a constitué la trame de nombreuses interventions (dont celles d'**Elvire Bornand, de Magali Tréholan ou Ruiz Garcia** ; mais beaucoup d'autres pourrait aussi être cités). Cela concerne la question de la redistribution : de la richesse, du temps de loisir, de l'égalité des tâches entre femmes et hommes... On le voit, ce qui continue à articuler le débat sur le temps, c'est la question des conditions de vie effective qu'il convient d'améliorer (*versus accélération*). Cela maintient la vision du progrès comme moteur de l'action sociale et politique : un progrès perçu comme une accélération de l'appropriation par tous.

C'est ce dont rend bien compte le découpage et les conclusions des Ateliers : Consommation ; alimentation ; numérique ; mobilité ; énergie. Mieux pour tous. Ainsi, le social est constamment mis en avant – et on le comprend aisément en raison des difficultés rencontrées par beaucoup de nos concitoyens. C'est encore plus vrai si l'on tient compte des situations dramatiques vécus par les réfugiés climatiques. Dans cette optique, les interactions entre humains et environnement restent au second plan. On se doit de souligner la quasi-invisibilité de nos amis non-humains (animaux, végétaux, biosphère...) comme condition de réalisation de ce bien-être social.

Quoiqu'il en soit, les débats et les ateliers ont pourtant montré que cette réflexion autour de l'accélération et du ralentissement pouvait produire une réflexion pour l'action. Trois niveaux ont été principalement interrogés.

Tout d'abord, au niveau théorique, les intervenants ont insisté sur la nécessité de construire un récit du « futur/avenir » (**Nicolas Fieulaine ; Bruno Rebelle**). Bien sûr, malgré toute notre inventivité, « *cet avenir demeurera incertain* ». Mais participer à ce travail permet toutefois de renforcer la capacité d'intervention de chacun. Il a aussi beaucoup été question du degré d'ajustement des scénarios construits face à la situation écologique : entre les visions désirables et celles non-négociables, entre celles plus démocratiques et celles interrogeant la position plus autoritaire, celles qui seraient plus positives et d'autres plus réalistes, voire punitives... Ce travail a insisté sur l'importance de reprendre le contrôle par un imaginaire convivial. Ainsi, il s'agit de reprendre possession de sa ville (Modèle de Slow Citta, **Emmanuel Munch** ; la place du marché :

¹ On appelle "effet rebond" la façon dont certains gains environnementaux obtenus grâce à l'amélioration de l'efficacité énergétique (isolation, chauffage plus performant, diminution des consommations des véhicules, etc.) vont être annulés par une augmentation des usages », *Alternatives Économiques*, Hors-série pratique n° 61, 1er mars 2013.

Gwenaël Crahes) ; de maîtriser davantage ses déplacements (Le monde de 2050, **Christophe Gay**) ; de valoriser l'autogestion (**Edmond Hervé**)... Bien sûr, ces aspirations sont inégalement partagées : elles sont certes difficiles à négocier socialement et professionnellement, suivant les situations et la place de chacun (**Solange Martin ; Mathieu Durand-Daubin**).

Le deuxième niveau est celui du politique. Le temps est une dimension avant tout politique ; c'est même un enjeu démocratique central (**Edmond Hervé ; Christophe Gay**). Il nous faut passer du « *ce n'est pas mon monde* » (**Nicolas Fieulaine**) à un monde commun. Cela interroge plusieurs dimensions de notre démocratie. Celle de la construction d'une *justice sociale* (logique redistributive par extension de ses droits) plus compatible avec les limites écologiques. Celle de la manière d'élaborer une contrainte commune (**Emmanuel Munch**) – et il est important de rappeler que la démocratie ce n'est pas le régime du laisser-faire, mais celui du choix par le peuple de ses propres contraintes. Celle encore des procédures : avec quels outils (juridiques, économiques et techniques) allons-nous construire ce futur commun ? Quels sont ceux qui permettront d'accélérer dans le sens voulu et ralentir sur ce qui pose problème ? Il y a donc un débat à construire (rapidement !) sur la *norme légale, mais aussi la norme injonctive* (**Magali Tréholan ; Olivier Ridoux**).

Encore faut-il bien préciser les objectifs visés et notamment celui de savoir comment installer le ralentissement...) ? Comment envisager de planifier démocratiquement cette réforme de notre temps social et écologique ? La France s'est déjà engagée sur un certains nombres d'objectifs en matière climatique (Facteur 4, Accord de Paris...). Encore faut-il que ces engagements trouvent une traduction juridique concrète et socialement acceptable... Les responsables politiques peuvent nous aider à dépasser la dissonance cognitive et la discordance des temps (**Bruno Rebelle**). La construction de politiques publiques peut contribuer à assurer la *continuité des méthodes (cohérences des politiques, planification stabilisée...)*. Cela suppose de développer des *régulations locales cohérentes* (**Anne Le Floch, Marina Lafay, Audrey Linkenheld, Blai Marti Plademut, Gwenaël Crahes**), qui interrogent la transversalité de ces politiques (liens entre mobilité, genre, alimentation, etc.), d'impliquer les services publics (éducation, voirie, mobilité, santé...), d'accompagner les changements de pratiques (incitations financières, aménagement de la ville, politiques éducatives, de sensibilisation...) et de mobiliser les publics cibles (femmes, enfants, riverains, entreprises...). Bien sûr cela doit se faire, en faisant attention au risque de l'individualisation de ces politiques, c'est-à-dire de faire porter principalement sur l'individu la charge du changement. Il convient aussi de réfléchir à la manière d'évaluer les effets de ces politiques (programmation budgétaire...).

Enfin, cette dimension politique doit oser aborder des questions problématiques. Par exemple, comment planifier le rationnement par un crédit carbonné ? (ex. Agir sur la quantité de déplacement *Le monde de 2050*, **Christophe Gay**). La démocratie est le régime de la régulation des conflits par leur mise en débat, il ne faut pas l'oublier.

Le troisième niveau concerne l'individu. C'est celui qui interroge nos pratiques quotidiennes (travail, numérique, déplacement, alimentation, consommation...) et leurs conséquences. Personne ne remet en cause la volonté de valoriser un mode de vie soutenable (*time Wealth*) (**Gerrit von Jork ; François-Xavier Devetter**). Plusieurs perspectives ont été évoquées, qui allient une dose de sobriété, de partage, de justice sociale... L'essentiel est de contribuer à s'émanciper de la tyrannie des désirs (publicité, image sociale...) et de se recentrer sur des activités qui font sens. Cela a été très souvent

rappelé: réinterroger la finalité de nos activités contraintes (travail, mobilité, consommation...) permet à chacun de retrouver un peu plus de sens. Il s'agit ainsi de « Travailler moins pour polluer moins » (**Jean-Yves Boulin**) ; travailler sur l'extension de services de compensation du temps libre (**François-Xavier Devetter**) ; de rematérialiser les usages (**Olivier Ridoux**) ; de favoriser des déplacements décarbonés (alternative à la voiture, mode de déplacements collectifs)... Tout en tenant compte des effets rebonds écologiques : du numérique (télétravail...) ; déplacement (voiture électrique qui nécessite plus de nucléaire, dont les conséquences ne sont pas suffisamment mises en débat démocratique)...

Il s'agit là de pistes intéressantes et nécessaire. Mais pour terminer cette conclusion, j'aimerais à nouveau insister sur plusieurs points, notamment au regard de cette tension contradictoire accélérer/ralentir. L'enjeu n'est plus désormais de ce savoir « *ce que l'on veut* » mais « *ce que l'on peut* », ou pire encore, « *ce que l'on ne pourra plus bientôt* ». C'est à partir de cette contraction du temps disponible pour nous adapter aux contraintes écologiques qu'il convient d'élaborer des solutions pour ralentir dans certains domaines (consommation, mobilité...) et accélérer dans d'autres (réduction des inégalités sociales par réduction de l'écart des modes de vie, sans pour cela continuer à produire un imaginaire de l'abondance pour tous...).

Edmond Hervé l'a rappelé : construire une démocratie du temps était une préoccupation politique centrale pour construire une autre société. Désormais, c'est une démocratie écologie du temps qu'il faut envisager : celle qui permet de concilier le temps social (un temps continuellement négociable) et le temps écologique (celui de l'irréversibilité : la disparition du temps lui-même). Cela suppose de prendre en considération une situation équitable équivalente pour les humains (précarité/genre/handicap/Sud) que pour les non-humains (droits positifs pour les animaux). Le maillage qui nous unit au vivant est trop intense et trop vulnérable pour qu'on prenne le risque de le minimiser. Ainsi, accorder une place équivalente à ces non-humains dans l'ensemble de nos analyses sur le temps... permettrait de décentrer les questionnements, de tracer d'autres perspectives communes, d'insister sur la vulnérabilité partagée... et ainsi faire preuve de plus d'audace dans nos solutions.

Quoiqu'il en soit, allons retrouver le dernier éléphant comme nous y invitent les comédien·nes Catherine et Michael !

Et au plaisir de vous retrouver aux Prochaines temporelles, élaborée avec nos ami·es les non-humains !